



**Déclaration liminaire de la FSU  
CSA-SD de l'Isère du 26 mars 2024**

Lors du CSA-SD du 18 mars dernier, les organisations syndicales ont à l'unanimité voté contre les créations et suppressions de postes proposées par la DSDEN, ce qui a impliqué la re-convocation d'un CSA-SD ce 26 mars. Le DASEN avait alors annoncé que nous nous retrouverions pour « quelques minutes ». Quel mépris, quelle provocation ! Le projet n'était donc pas de nous écouter ni de modifier quoi que ce soit aujourd'hui. C'est d'ailleurs bien le constat que nous avons fait en découvrant les nouveaux documents envoyés : aucune ligne n'a bougé. Quid du dialogue avec les organisations syndicales ?

En ce moment même, un rassemblement a lieu devant ces locaux pour protester contre les dotations insuffisantes et contraignantes dans notre département, mais aussi contre l'ensemble du projet de « Choc des savoirs », plan néfaste dont les personnels et les élèves vont faire les frais.

Non, ce projet n'est pas une « nouvelle ambition pour le collège », partagée « par l'ensemble du système éducatif », et non, il ne répond pas aux besoins des élèves. Ces choix politiques qui nous sont imposés vont à l'encontre des valeurs égalitaires, éthiques et émancipatrices que nous portons à la FSU. En décrétant des mesures comme les groupes de niveaux, l'accès au lycée conditionné par le DNB, l'embrigadement de la jeunesse au moyen du SNU, ou encore le salaire au mérite, c'est en réalité un projet de tri social, que l'Extrême Droite met en avant dans ses programmes, que vous voulez faire appliquer au sein de l'École publique. Un programme réactionnaire basé sur les inégalités sociales, tourné vers les soi-disant « méritants », qui sont les plus aisés, et rejetant les plus fragiles qui sont aussi les plus pauvres. Le Pen et Zemmour le désirent, Attal et Belloubet le font.

La FSU le redit : il faut arrêter les dépenses dans ces projets coûteux et inutiles, stopper les coupes budgétaires à l'Éducation nationale, et au contraire augmenter les moyens, afin de permettre un recrutement massif dans le but d'abaisser le nombre d'élèves par classe. Pour cela, il faut une réelle revalorisation des personnels.

La voilà, l'ambition pour l'Éducation nationale que nous revendiquons : une École publique, gratuite, laïque, pour tous les enfants de la République et sans discrimination d'aucune sorte.

**Nous ne trierons pas nos élèves !**